



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2018-2019

QUESTIONS PARTICULIÈRES 2^E OPPOSITION ET FICHES D'INFORMATION

Avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :

- le nom de toutes les campagnes;

- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La Régie du logement n'a aucun conseil d'administration

b)

Nominations 2017-2018

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Simard, Patrick	Vice-Président	2017-05-11	2022-01-14	151 943 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Béliveau, Lucie	Régisseure	2017-08-14	2022-08-14	111 315 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Trudeau, Marilyne	Régisseure	2017-08-14	2022-08-14	127 210 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Dion, Amélie	Régisseure	2017-08-14	2022-08-14	136 419 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Marcil, Marie-Ève	Régisseure	2017-08-28	2022-08-28	111 315 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Simard, Patrick	Président	2017-10-02	2022-01-14	159 540 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux
Marois, Mélanie	Régisseure	2018-01-08	2023-01-08	111 315 \$	Voir CV joints à la

					suite des tableaux
--	--	--	--	--	--------------------

Renouvellements 2017-2018

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération	CV
Normand, Isabelle	Régisseure	2017-05-22	2022-05-22	144 708 \$	Voir CV joints à la suite des tableaux

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Nominations 2017-2018

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Simard, Patrick (P)*	0,00 \$	1 356,93 \$	219,55 \$	1 576,48 \$
Simard, Patrick (V.P)*	4 775,41 \$	2 502,44 \$	2 171,08 \$	9 448,93 \$
Béliveau, Lucie	812,61 \$	2 145,31 \$	774,48 \$	3 732,40 \$
Trudeau, Marilyne	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Dion, Amélie	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Marcil, Marie-Ève	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Marois, Mélanie	471,96 \$	251,58 \$	334,32 \$	1 057,86 \$

* Les frais de déplacement du président et du vice-président comprennent les déplacements administratifs et les déplacements effectués pour le travail d'adjudication.

Renouvellements 2017-2018

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Normand, Isabelle	787,01 \$	3 028,98 \$	839,98 \$	4 655,97 \$

Nominations 2017-2018



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [septembre 2017](#) 27 septembre 2017

SIMARD, Patrick

Âge 44 ans

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université Laval

1995 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Régie du logement

Depuis 2017 Régisseur et vice-président

2007 - 2017 Régisseur

Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté, St-Pierre

1996 - 2007 Avocat associé

Groupe Admari inc.

1990 - 1997 Agent de surveillance

Mise en ligne : 27 septembre 2017



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [juillet 2017](#) 11 juillet 2017

BÉLIVEAU, Lucie

Âge 57 ans

Formation

1998 - 2005	Membre de la Chambre des notaires du Québec Membre du Barreau du Québec
2005	Université de Montréal Diplôme de droit notarial
1996	Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Depuis 2017	Me Paul Germain, notaire Notaire
2011 - 2017	Notaire en pratique privée
2006 - 2011	Auclair, Chartrand, notaires Notaire associée
2005	Notaire stagiaire
1988 - 2005	Avocate en pratique privée
2003 - 2004	Directeur général des élections du Canada Directrice adjointe du scrutin - Circonscription Alfred-Pellan
1997	Me Carole-Marie Allard, avocate Avocate stagiaire
1987 - 1989	Hôpital du Sacré-Coeur Technicienne en diététique

	Hôpital Saint-Luc
1984 - 1987	Technicienne en diététique
	Cégep Montmorency
1979 - 1983	Technicienne en diététique

Mise en ligne : 11 juillet 2017



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [juillet 2017](#) 11 juillet 2017

TRUDEAU, Marilyne

Âge 40 ans

Formation

	Membre du Barreau du Québec
	Université du Québec à Montréal
2001	Baccalauréat en droit
1998	Étude de certificat en droit social et du travail
1997	Certificat en sciences sociales

Expérience professionnelle

	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada - Section d'appel de l'immigration
Depuis 2016	Commissaire
	Agence des services frontaliers du Canada
2002 - 2016	Représentante du ministre durant les instances de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
2006 - 2008	Coordonnatrice d'audiences et gestionnaire
	Ministère de la Justice du Canada
2008 - 2010	Avocate
2005 - 2008	Avocate en pratique privée
	Citoyenneté et Immigration Canada
1999 - 2002	Agente examinatrice principale

Mise en ligne : 11 juillet 2017



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [juillet 2017](#) 11 juillet 2017

DION, Amélie

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1997

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Ministère de la Justice

Depuis 1999

Avocate plaidante

Mise en ligne : 11 juillet 2017



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [août 2017](#) 16 août 2017

MARCIL, Marie Eve

Âge 41 ans

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

2001

Baccalauréat en droit

1999

Baccalauréat spécialisé en psychologie

Expérience professionnelle

Curateur public du Québec

Depuis 2004

Avocate – Direction territoriale de Montréal

2003 - 2004

Avocate – Direction des services juridiques

Conseil pour la protection des malades (CPM)

2000 - 2003

Conseillère

Mise en ligne : 16 août 2017



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [décembre 2017](#) 13 décembre 2017

MAROIS, Mélanie

Âge 39 ans

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

2017 Diplôme de deuxième cycle en droit et politiques de la santé

2000 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Ministère de la Justice

Depuis 2006 Attachée judiciaire, greffière spéciale et registraire de faillite – Direction des services judiciaires de l'Estrie

Barreau du Québec

Depuis 2008 Chargée de cours en éthique et déontologie et en droit des personnes – Centre de formation professionnelle de Sherbrooke

Université de Sherbrooke

2010 - 2011 Chargée de cours en droit des obligations – Faculté de droit

Daigle Bernatchez Grégoire, avocats

2001 - 2003 Stagiaire en droit puis avocate

Mise en ligne : 13 décembre 2017

Renouvellement 2017-2018



Premier ministre

[Accueil](#) [Actualités](#) [Communiqués](#) [novembre 2016](#) 2 novembre 2016

NORMAND, Isabelle

Âge 48 ans

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1991 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Régie du logement

Depuis 2015	Régisseuse
2014 - 2015	Régisseuse et vice-présidente
2012 - 2014	Régisseuse

Ministère de la Justice – Direction du contentieux

2003 - 2012	Coordonnatrice du groupe d'avocats plaidants en droit de l'expropriation – Bureau de Montréal
1999 - 2012	Avocate plaidante en droit civil, immobilier et de l'expropriation – Bureau de Montréal
1992 - 1999	Avocate plaidante en pratique privée

Mise en ligne : 2 novembre 2016

2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
-

LES ACTIVITÉS DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT
1 AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Coût d'inscription total
Cadre légal et normatif : Promotion à la suite de la réévaluation d'un emploi (PRE)	CLDC	Québec	1	0,00 \$
Reddition de compte en développement durable	MDDELCC	Montréal	1	0,00 \$
Emploi étudiants, stage et processus de qualification particulier	CLDC	Québec	1	0,00 \$
Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	250,00 \$
La Rédaction des motifs : un exercice de clarté	Honorable Danielle Turcotte	Montréal	5	325,00 \$
Préparation à un examen de droit	Université de Laval	Montréal	1	0,00 \$
Journée juridique	Formation à l'interne	Montréal	35	0,00 \$
Affectation et mutation	CLDC	Québec	1	0,00 \$
Session d'accueil des nouveaux membres des tribunaux administratifs	ENAP	Montréal	2	500,00 \$
Processus de qualification et personnes qualifiées	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Secouriste	Formation Langevin	Longueuil	1	0,00 \$
Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Trois-Rivières	1	250,00 \$
Initiation des nouveaux membres de comité Santé-Sécurité et Inspection et enquête d'accident	APSSAP	Montréal	1	0,00 \$
Médiation en civil, commercial et travail	Médiation Sophilex	Saint Lambert	5	6 000,00 \$
Soutien aux études - Session automne 2016	Université de Sherbrooke	Longueuil	1	116,40 \$
Soutien aux études - Session hiver 2017	ENAP	Montréal	1	116,40 \$
Soutien aux études - Session hiver 2017	Université de Laval	Montréal	1	116,40 \$
Soutien aux études - Session hiver 2017	UdeM	Montréal	1	116,40 \$
Directive concernant l'attribution de la rémunération des fonctionnaires	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Préparation à la retraite	Cégep Marie-Victorin	Montréal	1	250,00 \$

Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Coût d'inscription total
Demandes de personnel, repérage et nomination	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Administration des examens écrits	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Accréditation en médiation civile, commerciale et travail	Barreau du Québec	Montréal	2	210,54 \$
Droit public et administratif : Nature et portée du contrôle judiciaire	Barreau du Québec	Montréal	1	93,13 \$
Formation des nouveaux régisseurs	Me Anne Morin	Montréal	4	6 691,84 \$
Séminaire : Préparation à une commission parlementaire	SES	Québec	1	0,00 \$
Soutien aux études - Session été 2017	ENAP	Montréal	1	116,40 \$
Colloque Québec-Versailles 2017 Justice réparatrice/Justice restaurative	Barreau du Québec	Québec	1	0,00 \$
Séminaire : Sens de l'État, être au service de l'intérêt public	SES	Québec	1	0,00 \$
Séminaire : Le fonctionnement du processus décisionnel du gouvernement du Qc et de l'assemblée nationale	SES	Québec	1	0,00 \$
Introduction à la solution de dotation en ligne	CLDC	Québec	1	0,00 \$
Demandes de personnel, repérage et nomination	CLDC	Québec	1	0,00 \$
Conférence annuelle 2017 - L'énigme de la charte canadienne des droits et libertés : le choc des droits et des valeurs dans la mosaïque culturelle canadienne	Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ)	Montréal	1	856,71 \$
Cadre légal et normatif - Emploi étudiant, stage et processus de qualification particulier	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Initiation pour les nouveaux membres de comité de santé et de sécurité	APSSAP	Montréal	1	0,00 \$

Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Coût d'inscription total
Passer de l'affrontement à la collaboration	Formation en ligne	Montréal	1	93,13 \$
Le nouveau code de procédure civile sous la loupe : le déroulement de l'instance	Éditions Yvon Blais	Montréal	2	513,14 \$
Rédiger des documents administratifs : Le français des affaires	Cégep Garneau	Québec	1	140,00 \$
Gestion du stress et gestion des situations difficiles	SOFIQ	Montréal	44	2 275,00 \$
Colloque de la CJAQ La justice administrative : une justice pour tous	CJAQ	Montréal	2	660,00 \$
Colloque de la CJAQ La justice administrative : une justice pour tous	CJAQ	Montréal	8	2 640,00 \$
Colloque de la CJAQ La justice administrative : une justice pour tous	CJAQ	Montréal	1	290,00 \$
Colloque de la CJAQ La justice administrative : une justice pour tous	CJAQ	Montréal	31	8 990,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	1	0,00 \$
Effectuer une saine gestion de cas en assurance traitement	RRSPT	Montréal	1	225,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	30	0,00 \$
Perfectionnement en français écrit 1	Cégep Garneau	Québec	1	140,00 \$
L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	OPHQ	Montréal	1	0,00 \$
Détermination du niveau de complexité des emplois professionnels	CLDC	Montréal	1	0,00 \$
Jurisprudence en matière de droit du travail	ACGRH	Montréal	1	0,00 \$

Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Coût d'inscription total
Soutien aux études - Session automne 2017	UQAM	Montréal	1	579,67 \$
Soutien aux études - Session automne 2017	ENAP	Montréal	1	119,55 \$
Soutien aux études - Session automne 2017	HEC	Montréal	1	119,55 \$
Soutien aux études - Session automne 2017	UdeM	Montréal	1	119,55 \$
Soutien aux études - Session automne 2017	Université de Laval	Montréal	1	119,55 \$
Soutien aux études - Session automne 2017	Université de Sherbrooke	Montréal	1	255,23 \$
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	2	0,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	2	0,00 \$
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	1	0,00 \$
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	19	0,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	7	0,00 \$
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	14	0,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	7	0,00 \$

Titre des formations	Formateur	Lieu	Nombre de participants	Coût d'inscription total
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	18	0,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	8	0,00 \$
Formation ICE	Auto-formation	poste de travail de l'employé	16	0,00 \$
Formation juridique (Lecture de documents)	Auto-formation	poste de travail de l'employé	19	0,00 \$
Certification en leadership et habilités de direction	Institut de leadership	Montréal	1	4 765,50 \$
Formation des nouveaux préposés	Formation à l'interne	Québec	2	0,00 \$

3. Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-

Voir la réponse à la question générale 59.

4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :
- a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.

Sans objet.

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Nombre et % d'employé occasionnel par secteurs d'activités		Information	Adjudication	Soutien aux activités d'information et d'adjudication	Administration	TOTAL
2017-2018 ²	Occasionnels	19	1	0	2	22
	Total des employés ¹	85	44	23	6	158
		22%	2%	0%	33%	14%

¹ Nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique

² Données en date du 28 février 2018

Nombre et % de nomination temporaire par secteurs d'activités	Information	Adjudication	Soutien aux activités d'information et d'adjudication	Administration	TOTAL
2017-2018 ¹	19	3	1	0	23
	83%	13%	4%	0 %	100%

¹ Données en date du 28 février 2018

6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
-

La Régie du logement n'a pas effectué de sondage pour la période concernée.

8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
-

Les avis juridiques commandés par le ministre ou le cabinet du ministre sont de nature confidentielle et sous le secret professionnel.

9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

SERVICES DE TRADUCTION OU D'INTERPRÈTE		
<i>FOURNISSEURS</i>	<i>2017-2018</i>	<i>nature du service</i>
<i>Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal métropolitain</i>	660.00 \$	interprète
<i>142015 Canada inc. CAROLE CORBEIL</i>	3 836.12 \$	traduction
<i>BIASI, SABINE</i>	29 262.04 \$	traduction
<i>Traduction KLM Inc.</i>	2 112.61 \$	traduction
<i>PUBLICATIONS DU QUÉBEC (CSPQ)</i>	3 740.55 \$	traduction
<i>OGECA Groupe conseil</i>	2 049.82 \$	interprète
<i>Service Régional d'Interprétation de l'Est du Québec</i>	120.00 \$	interprète

Note : Compilation faite jusqu'au 28 février 2018.

10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.
-

S.I.Q.	AMÉNAGEMENT	DESCRIPTION
2017-2018	439 565.75 \$	<i>Endroit : Bureau de Laval</i> Déménagement du bureau

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

Sans objet.

12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation réalisée ou prévue pour les périodes concernées.

13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Sans objet.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
 - e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

- a) La Régie du logement a un seul employé affecté aux communications et aux affaires publiques, Denis Miron, conseiller en communication.
- b) 66 588 \$ en rémunération en date du 28 février 2018.
- c) L'employé affecté aux affaires publiques à la Régie du logement n'a participé à aucune rencontre avec d'autres instances ou organismes publics en 2017-2018.

15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
-

Ces données n'ont pas fait l'objet d'une compilation pour l'année 2017-2018, la Régie du logement ne dispose donc pas de données fiables sur le nombre d'ETC et les coûts reliés à la préparation de l'exercice de l'étude des crédits.

16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.

Les pratiques d'affaire admises par la Régie du logement sont décrites dans la loi et ne permettent pas le crédit. Il n'y a aucune créance à la Régie du logement.